



Par Jean-Nil Thériault, président de l'Association des centres jeunesse du Québec
Et Jean Lemieux, président du conseil d'administration du Centre jeunesse du Saguenay-Lac- St-Jean

Les jeunes en difficulté : la priorité pour une société en santé

Il nous paraît important qu'au cours de la présente campagne électorale, que les différents partis politiques qui aspirent à gouverner le Québec, nous disent clairement ce que chacun entend faire pour permettre notamment aux centres jeunesse de mieux venir en aide aux enfants et aux familles parmi les plus vulnérables au Québec.

Que devons-nous faire ? L'Association des centres jeunesse du Québec a identifié deux priorités. La première est directement reliée avec l'implantation prochaine de la Loi sur la protection de la jeunesse, No 125, qui fut modifiée de façon importante et adoptée par l'Assemblée nationale en juin dernier, à la suite d'une vaste consultation. On se rappellera que près de 80 mémoires ont été présentés en commission parlementaire avant l'adoption de cette loi. L'un des enjeux fondamentaux parmi les objectifs poursuivis : assurer une meilleure stabilité aux enfants. Or, pour ce faire, l'Association des centres jeunesse du Québec et plusieurs autres groupes ont insisté sur la nécessité d'offrir aux parents de ces enfants, des services avec une intensité nettement plus grande que celle possible en ce moment.

Ceci concrètement se traduit par une réduction du nombre de familles à qui un intervenant social doit venir en aide simultanément. Les standards de pratique clinique reconnus établissent ce nombre à une moyenne de 16 familles pour permettre des soins beaucoup plus intensifs et ainsi donner la chance à un plus grand nombre d'enfants de se développer en toute sécurité dans leur milieu familial. Actuellement, la moyenne au Saguenay-Lac-St-Jean est la même que celle de la province du Québec, soit un intervenant de DPJ qui vient en aide à 22 familles à la fois. Afin d'arriver au standard provincial, 28,2 M \$ sont nécessaires.

Notre deuxième priorité : mieux aider les jeunes hébergés dans les centres de réadaptation des centres jeunesse et aux prises avec des troubles de santé mentale. En ce moment même, 3600 jeunes sont hébergés dans les centres de réadaptation des centres jeunesse. Près de la moitié d'entre eux ont un diagnostic de trouble de santé mentale. Encore plus préoccupant, 17,7 %, soit près d'un jeune sur cinq, ont un diagnostic de trouble sévère de santé mentale.

Trois mesures concrètes sont connues comme solution pour mieux aider ces jeunes : La mise en place d'équipes multidisciplinaires comptant sur un médecin, une infirmière, un psychologue, un travailleur social et ce, dans chaque centre jeunesse; une formation adaptée pour tous les éducateurs et éducatrices oeuvrant auprès de ces jeunes et enfin le développement accru de services avec traitement individualisé pour les jeunes présentant un trouble sévère de santé mentale. Pour ces trois mesures concrètes, 22,8 M \$ sont requis. Voilà ce qui nous permettrait de mieux exercer notre mission auprès de ces personnes vulnérables. Des pratiques de pointe, rigoureuses, et des soins spécialisés plus intensifs pour solutionner des problèmes sociaux graves et complexes.

L'Association des centres jeunesse du Québec considère que nous n'avons pas besoin de nouvelles structures, mais plutôt d'un réel appui pour que nos professionnels dévoués, engagés et compétents puissent réaliser ce qu'ils souhaitent le plus au monde...encore mieux aider les enfants et les jeunes si

fragiles ainsi que leurs familles. Une nouvelle loi a été récemment adoptée, elle nous paraît excellente, encore faut-il que comme société nous nous dotions de moyens de soutenir ces jeunes en difficulté.

Il serait maintenant intéressant de savoir quels engagements précis au plan des priorités et du financement, les différents partis politiques entendent prendre pour nous aider à mieux aider des jeunes et des parents en difficulté? Nous sommes en attente de connaître les positions respectives mais rappelons-nous que ces jeunes attendent beaucoup plus.

Selon le centre de recherche Innocenti de l'UNICEF publié récemment, le niveau réel de richesse d'un pays, se mesure à l'attention qu'il accorde à ses enfants, à leur santé et à leur sécurité, à leur situation matérielle, à leur éducation et à leur socialisation, ainsi qu'à leur sentiment d'être aimés, appréciés et intégrés dans les familles et les sociétés au sein desquelles elles sont nées. L'Association des centres jeunesse du Québec s'inscrit dans cette dynamique où elle joue un rôle de vigie auprès des politiques sociales, des lois et propose des mesures dans le but d'améliorer le sort des enfants les plus vulnérables de notre société. Les solutions concrètes pour leur venir en aide sont de rehausser les services destinés aux jeunes pris en charge par la Loi sur la protection de la jeunesse avec une moyenne de 16 enfants par intervenants ainsi que développer des services pour les jeunes hébergés en centre jeunesse qui ont des troubles de santé mentale.

L'Association des centres jeunesse du Québec est le regroupement des 16 centres jeunesse responsables de l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse, de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, et qui ont pour mission de fournir, partout sur le territoire du Québec, des services psychosociaux ou de réadaptation à 100 000 enfants, jeunes et familles en difficulté.